



COUR D'APPEL DE PARIS

ACTIVITÉ 2018



INTRODUCTION

En 2018, la cour d'appel de Paris a démontré, une nouvelle fois, sa capacité à innover, tout en poursuivant ses efforts et confortant les résultats encourageants obtenus les années précédentes. La création de la chambre commerciale internationale, qui a pour but de renforcer l'attractivité de la place de Paris dans les clauses attributives de compétence auprès des grands groupes internationaux dans leurs litiges commerciaux internationaux, en est l'illustration.

La cour d'appel évolue également à travers la préparation de la restructuration du palais de justice qui a mobilisé, en 2018, magistrats et fonctionnaires dans de nombreux groupes de travail afin d'élaborer des schémas pertinents en vue d'une rationalisation et d'un fonctionnement plus harmonieux des différents pôles.

En matière civile, les délais de traitement des affaires restent maîtrisés. Le pôle social et le pôle économique voient leur stock d'affaires sensiblement baisser par rapport à l'année 2017, fruit des contrats d'objectifs qui ont été reconduits cette année.

En matière pénale, la cour d'appel a connu un surcroît d'activité important en 2018, en particulier pour les chambres de l'instruction, le pôle traitant du terrorisme et de la criminalité organisée, ainsi que la cour d'assises spécialement composée. Cette situation préfigure celle des prochaines années, lors desquelles la cour d'appel connaîtra un contentieux quantitativement très important en matière terroriste.

Ces réalisations ont été rendues possibles par l'engagement et la grande cohésion des magistrats et fonctionnaires de la cour, animés par leurs aspirations à travailler ensemble pour rendre un service de qualité.

L'année 2019 sera pour la cour d'appel de Paris une année charnière. La restructuration terminée, de grands travaux seront lancés par l'Agence pour l'immobilier de la justice au sein du palais de justice, ce qui permettra à terme de remettre ce bâtiment historique aux normes actuelles en termes d'accessibilité, de sûreté, de sécurité.

2019 sera aussi la première année de jugement des affaires terroristes de grande ampleur issues de la vague d'attentats que la France a connu depuis le début de l'année 2015. La cour d'appel de Paris engagera l'ensemble de ses moyens humains, matériels et immobiliers afin de traiter dans les meilleures conditions ces affaires hors-normes.

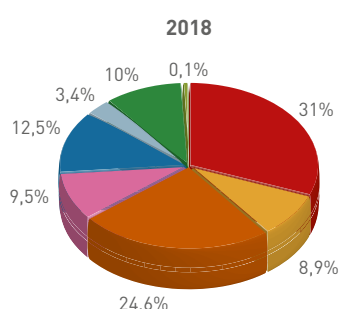
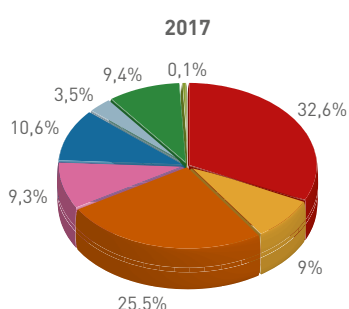


Catherine Champrenault,
procureure générale



Chantal Arens,
première présidente

ACTIVITÉ CIVILE ET PÉNALE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS



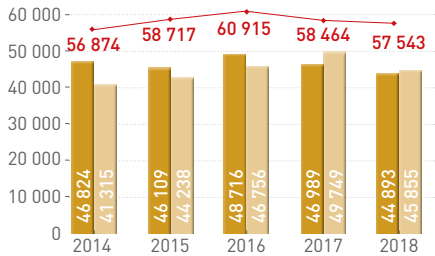
Répartition des affaires nouvelles

- Civil
- Economique
- Social
- Rétention des étrangers
- Correctionnel
- Application des peines et Commission Pluridisciplinaire des Mesures de Sûreté
- Chambre de l'instruction
- Assises

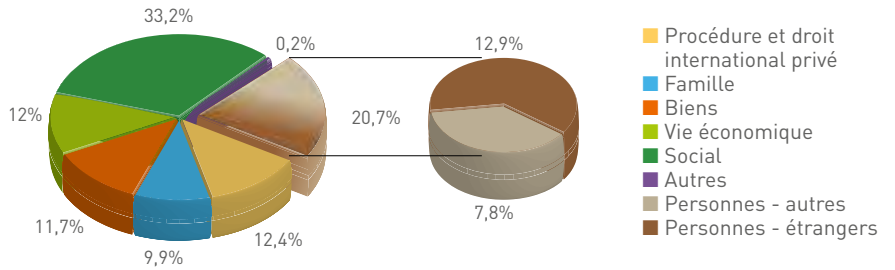
ACTIVITÉ CIVILE



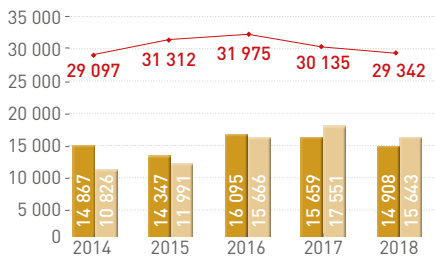
Activité civile



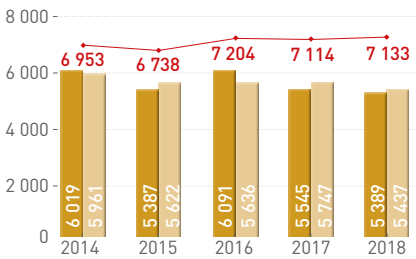
Affaires civiles nouvelles en 2018



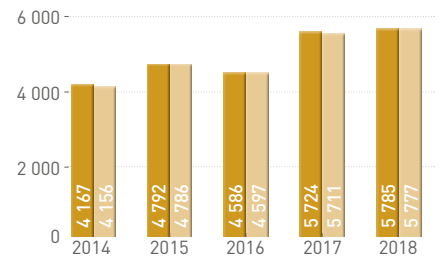
Dont social



Dont économique



Dont rétention des étrangers

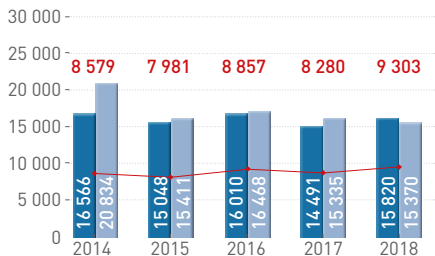


■ Affaires nouvelles ■ Affaires terminées + Affaires en cours

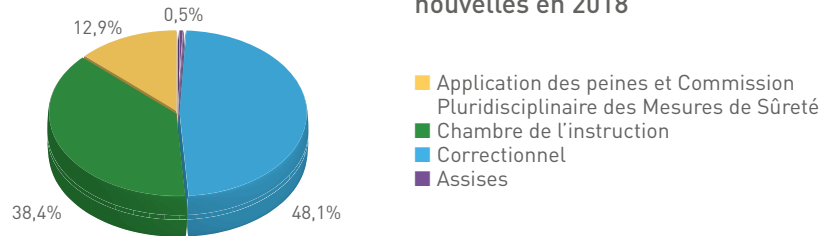
ACTIVITÉ PÉNALE



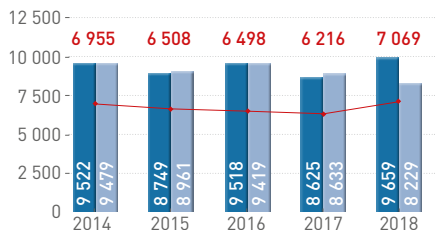
Activité pénale



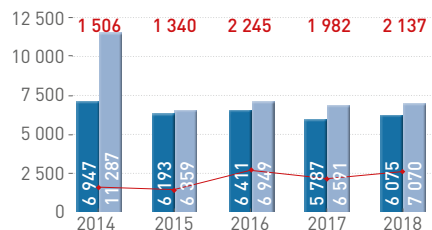
Répartition des affaires pénales nouvelles en 2018



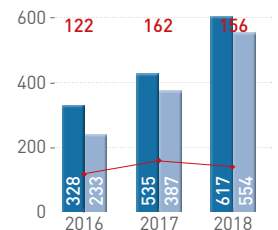
Dont correctionnel (+JAP et CPMS)



Dont instruction



Dont terrorisme



■ Affaires nouvelles ■ Affaires terminées + Affaires en cours



EFFECTIFS

	Cour d'appel	Ressort (Cour d'appel comprise)
Magistrats, fonctionnaires et contractuels		
Magistrats du siège	225	1 035
Magistrats du parquet	84	400
Magistrats honoraires	43	69
Directeurs des services de greffe judiciaires	20	190
Greffiers	177	1 370
Attachés d'administration	3	12
Secrétaires administratifs	7	70
Adjointes administratifs et techniques	155	1 581
Contractuels	92	670
Assistants de justice	81	250
Juristes assistants	7	40
Assistants spécialisés	4	40
Juges non professionnels		
Conseillers prud'hommes		1 856
Juges consulaires des tribunaux de commerce		435
Magistrats à titre temporaires		100
Auxiliaires de justice		
Avocats		30 990
Experts judiciaires		1 363
Huissiers de justice		210
Notaires		2 231
Conciliateurs		215



BUDGET DU RESSORT

	Crédit de paiement (M€)
Programme 166 « justice judiciaire »	
Masse salariale	354,9
Crédits de fonctionnement	64,7
Frais de justice	69,2
Programme 101 « accès au droit et à la justice »	5,4